

# Le Monde

## A Manhattan, entre la 34<sup>e</sup> et la 59<sup>e</sup> Rue, la finance se fait discrète

### Reportage

New York  
Envoyé spécial

Quoi de plus américain que la publicité? C'est à Madison Avenue, entre la 34<sup>e</sup> et la 59<sup>e</sup> Rue, qu'a été forgée l'image du capitalisme financier d'outre-Atlantique. Dans la rame de la ligne 6 desservant l'artère de la publicité, les réclames sur la santé, l'alimentation, les cours du soir et les assurances prédominent. L'usager ne peut que s'étonner de l'absence de slogans à la gloire des banques dans les boyaux souterrains.

A nouvelle ère, nouvelle discrétion, affirme Anne Rivers, directrice de la stratégie du bureau conseil BrandAsset Consulting (groupe Young & Rubicam), niché dans ce périmètre: « *La crise a porté un coup sévère à l'image de la marque bancaire en raison de la chute de deux éléments-clés, la confiance et la pérennité.* » Aux yeux de cette spécialiste des études de marché,

pour rétablir leur réputation, les banques doivent pousser deux cartes, l'innovation et la fiabilité.

Sur la 42<sup>e</sup> Rue, on croise en l'espace d'une minute un mendiant qui ricane tout seul et un cadre sur une mini-trottinette vous filant entre les pattes à la vitesse du son. Allons bon! Et le formidable rebond des grandes banques américaines dans tout cela?

Un peu plus d'un an après la chute de Lehman Brothers et le lancement du plan de sauvetage américain du secteur financier (TARP), les géants réalisent des profits record et distribuent des bonus grandioses. Le faible coût du capital, le rendement des prêts accordés à des taux élevés et l'essor du négoce pour compte propre expliquent ce retour à la prospérité.

Par ailleurs, en limitant la concurrence, les mégafusions provoquées par la crise des subprimes (les crédits hypothécaires à risque) ont fait bondir les marges bénéficiaires. Comme l'explique le best-seller *Too Big to Fail*, d'Andrew

Ross Sorkin (éd. Viking Adult), le choc de l'automne 2008 a créé des mastodontes bancaires dont la taille interdit la faillite.

Cette course au gigantisme effraie Thomas Cooley, recteur de la New York University Stern School of Business: « *Les rémunérations sont un faux problème. Les incessants conflits d'intérêt créés par le modèle de banque universelle [banque de détail et banque d'investissement] sont une vraie bombe à retardement.* »

Hostile à ce mouvement sans précédent de concentration bancaire, notre homme souhaiterait le retour à une division des activités d'investissement et de commerce, copiée sur le Glass-Steagall Act de 1933, aboli en 1999. Faute de scission, le gouvernement fédéral devrait forcer les établissements à se séparer des activités éloignées du métier de départ et à réduire l'effort de recherche dans les produits trop sophistiqués. Une telle contraction conduirait à une baisse de l'emploi dans le secteur, mais

qu'importe. Pour les étudiants de la Business School, la finance n'a plus la cote: la personnalité des affaires la plus admirée est Bill Gates, industriel et philanthrope.

### Pas exorcisé

L'accès aux bureaux de l'agence de notation Standard & Poor's est gardé comme Fort Knox: suivi par l'œil des caméras, il faut franchir une série de fouilles par des vigiles peu amènes. S'agit-il de protéger l'institution du 55 Water Street contre des protestataires furieux du rôle joué par cette profession dans l'explosion des produits structurés? En fait, la tour est aussi le siège de la plus grosse chambre de compensation des Etats-Unis, cible potentielle du terrorisme.

Responsable des institutions financières au sein de l'agence, Scott Sprinzen affirme que la perfusion fédérale a permis de stabiliser les grandes banques américaines: « *Aujourd'hui, aucun établissement n'est menacé de faillite. Mais leurs résultats financiers varient*

*selon la gamme d'activité et la taille de l'endettement.* »

La vigie de S & P applaudit les mesures prises par les banques: renforcement du bilan, mise en place de plans de succession, compression des coûts... Quant aux primes de fin d'année, elles ne sont qu'un élément dans l'estimation de la capacité d'une banque à assumer le service de sa dette.

Mais le traumatisme du tsunami financier n'est toujours pas exorcisé. L'exposition « *Tracking the Credit Crisis* » (« suivre la crise du crédit ») au Museum of American Finance l'atteste. « *La crise des crédits à risque n'appartient pas encore à l'histoire.* », déclare la conservatrice, Leena Akhtar.

A l'écouter, l'événement le plus symbolique est l'entrée, le 7 avril 2008 dans le Concise Oxford English Dictionary, des expressions « *subprime* » et « *credit crunch* » (« crise du crédit »). Les dictionnaires, c'est bien connu, sont facétieux. ■